

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
15 septembre 2009
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 15 septembre 2009, adressée au Président
du Conseil de sécurité par l'Observatrice permanente
de l'Union africaine auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

En application de l'Article 54 de la Charte des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint les textes issus de la session spéciale de l'Assemblée de l'Union africaine portant sur l'examen et le règlement des conflits en Afrique, qui s'est tenue à Tripoli le 31 août 2009.

Je vous serais obligée de bien vouloir faire distribuer le texte des documents susmentionnés comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice,
Observatrice permanente
(Signé) Lila Hanitra **Ratsifandrihamanana**



**Annexe I à la lettre datée du 15 septembre 2009 adressée
au Président du Conseil de sécurité par l'Observatrice
permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Déclaration de Tripoli sur l'élimination des conflits
en Afrique et la promotion durable de la paix**

1. Nous, chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, réunis le 31 août 2009, à Tripoli, en Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, à l'occasion de la session spéciale sur l'examen et le règlement des conflits en Afrique, tel que convenu dans la décision Assembly/AU/Dec.252 (XIII), avons passé en revue l'état de la paix et de la sécurité sur notre continent et les mesures à prendre pour accélérer la réalisation de notre objectif commun d'une Afrique exempte de conflits.
2. La décision de convoquer cette session spéciale traduit notre préoccupation croissante face à la persistance des situations de conflit et de crise sur le continent, malgré les multiples efforts déployés pour les régler. Elle témoigne également de notre détermination renouvelée à imprimer une nouvelle dynamique à la mise en œuvre des décisions pertinentes de l'Union africaine et à promouvoir durablement la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent, tant il est vrai que sans un tel environnement, notre vision d'une Afrique intégrée, politiquement et économiquement, et développée ne se matérialisera pas.
3. Notre rencontre se tient à un moment où des efforts soutenus sont déployés en vue de mettre fin aux conflits et de promouvoir la paix et la sécurité sur le continent. Nous avons parcouru un long chemin depuis le lancement de l'Union africaine à Durban, en juillet 2002, et l'inauguration du Conseil de paix et de sécurité (CPS), à Addis-Abeba, en mai 2004. Aujourd'hui, nous disposons du cadre institutionnel et normatif requis pour faire face au fléau des conflits, et l'Union africaine a fait preuve d'un dynamisme renouvelé dans le traitement des questions de paix et de sécurité sur le continent.
4. Nous notons que la mise en place opérationnelle de l'architecture africaine de paix et de sécurité, telle qu'articulée par le Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité, est en bonne voie, comme l'attestent le fonctionnement effectif du CPS, le lancement du Groupe des Sages et la mise en place de composantes clefs de la Force africaine en attente et du Système continental d'alerte rapide.
5. Nous notons également que, conformément à l'esprit et à la lettre de l'Acte constitutif de l'Union africaine, nous avons, au fil des années, adopté nombre d'instruments sur les droits de l'homme, la gouvernance, la démocratie, le désarmement, le terrorisme et le bon voisinage, qui constituent un ensemble consolidé de normes et de principes dont le respect atténuera, de manière significative, le risque de conflit et de violence sur le continent et consolidera la paix là où elle a été rétablie.
6. Enfin, des progrès significatifs ont été accomplis dans le règlement des conflits en Afrique, comme en témoignent les résultats remarquables enregistrés dans des pays tels que le Burundi, les Comores, le Libéria, la République démocratique du Congo et le Soudan (Sud-Soudan), ainsi que les avancées enregistrées dans la quête de la paix dans nombre d'autres pays et régions. Ces avancées ont fait naître un espoir et

amélioré les perspectives de développement et de renouveau, qui doivent, à présent, être renforcées par des efforts soutenus de consolidation de la paix et de reconstruction postconflit.

7. Tout en étant fiers des résultats ainsi enregistrés, nous demeurons, néanmoins, profondément préoccupés par la persistance des conflits, de l'insécurité et de l'instabilité dans de larges parties du continent, avec les conséquences humanitaires et socioéconomiques qui en découlent. En effet, les conflits armés en Afrique tuent, chaque année, des milliers de personnes; provoquent des catastrophes humanitaires; détruisent les moyens d'existence des gens ordinaires, ainsi que les biens qu'ils ont accumulés au bout d'une vie de labeur; et rendent le développement économique durable impossible. Il existe également une perte plus profonde : l'anéantissement de l'espoir d'un avenir meilleur.

8. Par ailleurs, nous notons avec préoccupation la résurgence des changements anticonstitutionnels de gouvernement, qui constitue un sérieux revers dans les processus de démocratisation, ainsi que la tendance émergente de conflits et de violence liés aux élections; les menaces posées par le terrorisme, le trafic des stupéfiants, la criminalité transnationale organisée, la piraterie et l'exploitation illicite des ressources naturelles pour alimenter les conflits; et la persistance des conflits et des différends frontaliers. Nous réitérons notre engagement, conformément à la décision que nous avons adoptée à Syrte en juillet 2009, de tarir les sources de financement du terrorisme, en particulier celles provenant du versement de rançons dans le cadre des prises d'otages. Tout aussi préoccupants sont les effets du changement climatique et des conséquences qui en découlent (insécurité alimentaire, rareté des ressources en eau, dommages causés aux infrastructures et aux villes côtières, réduction des rendements agricoles et migrations causées par l'environnement) sur notre quête de paix et les efforts déployés à cet égard.

9. À la lumière de ce qui précède, nous sommes déterminés à mettre un terme définitif au fléau des conflits et de la violence sur notre continent, conscients de nos insuffisances et de nos erreurs et animés par la volonté de mobiliser tous les moyens et ressources humaines nécessaires et de saisir toutes les opportunités pour promouvoir et faire progresser l'agenda de prévention des conflits, de rétablissement et de maintien de la paix, ainsi que celui de la reconstruction postconflit. En tant que dirigeants, nous ne pouvons tout simplement pas léguer le fardeau des conflits aux générations à venir d'Africains.

10. À cette fin, nous renouvelons notre engagement à accélérer la mise en œuvre intégrale de l'architecture africaine de paix et de sécurité, y compris en affinant davantage les dispositions existantes, en tant que de besoin, pour faciliter leur mise en œuvre. À cet égard, nous convenons d'accroître notre contribution, aussi bien financière que technique, en appui à cette architecture. Nous demandons au Président de la Commission de prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer les capacités de la Commission à mieux relever les défis de la paix, de la sécurité et de la stabilité sur le continent, notamment par le recrutement rapide des personnels additionnels nécessaires, en gardant à l'esprit que des ressources supplémentaires devront être mobilisées.

11. Nous nous engageons à redoubler d'efforts pour nous attaquer, de manière globale et systématique, aux causes profondes des conflits, y compris à travers la mise en œuvre des instruments existants dans les domaines des droits de l'homme, de l'état de droit, de la démocratie, des élections, de la bonne gouvernance, du

désarmement, du contrôle des armements et de la non-prolifération, ainsi que du bon voisinage. À cet égard, il importe que tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait signent et/ou ratifient rapidement ces instruments, et que la Commission assure activement le suivi de leur mise en œuvre. Nous demandons à la Commission de prendre toutes les mesures nécessaires pour sensibiliser les États Membres concernés, ainsi que de procéder à un examen approfondi et systématique de l'état de mise en œuvre de ces instruments et de soumettre à la Conférence de l'Union des propositions concrètes visant à faire en sorte qu'ils soient mieux observés.

12. Nous réitérons, en particulier, notre total rejet des changements anticonstitutionnels de gouvernement et nous nous engageons à renforcer tant les mesures préventives que notre réaction à ce phénomène. Dans cet esprit, nous réitérons la nécessité pour les États Membres de promouvoir la bonne gouvernance, de se conformer à l'état de droit et de respecter leurs propres constitutions, notamment lorsqu'il s'agit d'introduire des réformes constitutionnelles, en gardant à l'esprit que le non-respect de ces dispositions peut conduire à des situations de tension qui pourraient, à leur tour, précipiter des crises politiques. De même, nous prendrons toutes les mesures nécessaires, y compris la condamnation de, et l'imposition de sanctions contre, tout État africain qui encouragerait, soutiendrait ou hébergerait des groupes armés dont l'objectif est de déstabiliser un autre État. Nous nous engageons à respecter les principes de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et du non-recours à la force, directement ou indirectement, dans la conduite de nos relations extérieures.

13. Nous réitérons notre détermination à veiller à ce que, en tout temps, l'Afrique soit au-devant des efforts visant à faire face au fléau des conflits sur notre continent. Nous réitérons également notre engagement à faire preuve de la plus grande retenue, à recourir systématiquement à des moyens pacifiques pour régler tous les différends et à être réceptifs aux efforts de médiation et de diplomatie préventive.

14. Nous sommes résolus à assurer que des troupes et des observateurs en nombre suffisant sont mis à disposition pour déploiement rapide, chaque fois que cela est nécessaire.

15. Mus par notre détermination à transformer le paysage géopolitique de l'Afrique dans l'intérêt de tous ses peuples, en promouvant le développement et l'intégration du continent, nous nous engageons à prendre une série de mesures concrètes et effectives pour accélérer la mise en œuvre des solutions déjà convenues pour le règlement d'un certain nombre de conflits et la promotion de solutions justes et équitables pour les situations où il n'existe pas encore d'accord entre les parties concernées, ainsi que pour la reconstruction postconflit, afin que les populations concernées puissent jouir des dividendes de la paix.

16. Nous réitérons notre plein appui à tous les efforts de paix en cours sur le continent et exhortons toutes les parties concernées à ne ménager aucun effort pour mettre fin aux conflits dans lesquels elles sont impliquées, à apporter un espoir à leurs peuples et à œuvrer en faveur d'une paix durable. Conformément aux dispositions pertinentes de l'Acte constitutif et du Règlement intérieur de la Conférence de l'Union, ainsi que du Protocole relatif à la création du CPS, nous nous engageons, lorsque des parties à un conflit refusent obstinément de remplir les obligations qui sont les leurs et de coopérer pour la promotion de la paix, à imposer des sanctions et à veiller à leur stricte mise en œuvre sur l'ensemble du continent, tout en recherchant l'appui de nos partenaires au sein de la communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité de l'ONU.

17. Nous nous engageons, en conformité avec le Cadre d'action de l'Union africaine pour la reconstruction et le développement postconflit, à témoigner aux pays africains émergeant des conflits la solidarité indispensable en vue de les aider à consolider la paix qu'ils ont arrachée de haute lutte et à éviter toute rechute dans la violence.

18. Nous soulignons la nécessité pour tous les États Membres d'apporter leur entière coopération et plein appui au CPS, en gardant présent à l'esprit que, dans l'exercice de ses responsabilités conformément aux dispositions du Protocole, le CPS agit au nom de l'ensemble des États membres de l'Union africaine. De même, nous nous engageons à accroître, de manière substantielle, notre contribution au Fonds pour la paix, pour permettre à l'Afrique de s'approprier véritablement les efforts en cours de promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité sur le continent. À cet égard, nous demandons à la Commission de prendre les mesures préparatoires nécessaires pour augmenter de 6 à 12 % le transfert réglementaire du budget ordinaire de l'Union africaine au Fonds pour la paix. Nous encourageons également tous les États Membres en mesure de le faire à verser des contributions volontaires au Fonds pour la paix. Nous demandons à la Commission de soumettre à la Conférence, en juin 2010, un rapport exhaustif sur les voies et moyens les meilleurs afin de mobiliser davantage de ressources au sein du continent pour appuyer nos efforts de paix.

19. Réaliser et pérenniser la paix et la sécurité est également un défi intellectuel. En conséquence, nous nous engageons à renforcer la capacité de nos universités et instituts de recherche à analyser la nature des conflits africains, à étudier les raisons des succès des efforts de règlement de conflits et les causes de leurs échecs, ainsi qu'à faciliter la recherche de solutions proprement africaines et fondées sur notre propre expérience et spécificité.

20. Pour réaliser notre objectif d'un continent africain qui est non seulement en paix avec lui-même, mais également en paix avec le reste du monde, nous nous devons de continuer à consolider nos relations avec nos principaux partenaires. Nous apprécions l'appui apporté par nos partenaires bilatéraux et multilatéraux dans les Amériques, en Asie, en Europe et au Moyen-Orient, et nous leur demandons de continuer à collaborer étroitement avec nous pour atteindre nos objectifs, étant donné que la paix et la sécurité internationales sont indivisibles.

21. Dans le même temps, nous réitérons notre détermination à faire en sorte que ces partenariats soient entièrement fondés sur le leadership de l'Afrique, parce que sans un tel leadership, il n'y aura ni appropriation ni viabilité; parce que nous comprenons nos problèmes mieux que ceux qui viennent d'ailleurs; parce que nous savons quelles solutions conviennent et comment y arriver; et parce que, en dernière instance, ces problèmes sont les nôtres et nous sommes ceux qui en subissons les conséquences.

22. Nous demandons à la société civile africaine de continuer de jouer son rôle dans la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité, en tant que partenaire des gouvernements, et ce dans le cadre de nos efforts visant à faire en sorte que l'Union africaine, comme stipulé dans son Acte constitutif, promeuve la participation des peuples africains aux activités de l'Union.

23. Nous proclamons l'année 2010 Année de la paix et de la sécurité sur le continent. À cet égard, nous demandons au Président de la Commission de préparer un programme détaillé qui identifiera les mesures concrètes qui pourraient être prises pour promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent, et de le soumettre à la prochaine session ordinaire de la Conférence de l'Union.

24. Nous adoptons solennellement la Déclaration de Tripoli, et nous nous engageons à œuvrer résolument à sa mise en œuvre effective, afin d'ouvrir un nouveau chapitre pour notre action collective en faveur de la paix, de la sécurité, de la stabilité, ainsi que pour une prospérité partagée dans l'ensemble de l'Afrique et dans le reste du monde.

Annexe II à la lettre datée du 15 septembre 2009 adressée au Président du Conseil de sécurité par l'Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Plan d'action

1. Nous, chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, réunis le 31 août 2009 à Tripoli, en Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, à l'occasion de la session spéciale sur l'examen et le règlement des conflits en Afrique, tel que convenu dans la décision Assembly/AU/Dec.252 (XIII), avons passé en revue l'état de la paix et de la sécurité sur notre continent et convenu des mesures à prendre pour accélérer le règlement des situations de conflit et de crise, ainsi que pour consolider la paix là où elle a été réalisée.

2. Ces mesures, prises sur la base de décisions antérieures de l'Union africaine, que nous reconfirmons, doivent être mises en œuvre à court terme et se présentent comme suit :

3. Sur la Somalie :

i) Déployer, d'ici à la fin de l'année 2009, les trois bataillons restants de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), afin de permettre à l'AMISOM d'atteindre son effectif autorisé;

ii) Demander aux États Membres qui ont promis des troupes de les mettre à disposition le plus rapidement possible. La session spéciale demande également aux États Membres d'apporter tout l'appui requis à l'AMISOM et au Gouvernement fédéral de transition de la Somalie, y compris le financement, les troupes, les équipements, la logistique et l'entraînement;

iii) Poursuivre les efforts en vue de l'élaboration rapide d'un plan intégré et bien coordonné de formation pour les Forces de sécurité et la Police somaliennes. À cet égard, la session spéciale demande à la Commission de prendre les mesures nécessaires, en coordination avec le Gouvernement fédéral de transition, les États Membres et les partenaires, aux fins d'améliorer l'efficacité de la formation et de faciliter l'insertion effective du personnel formé dans les Forces de sécurité du Gouvernement fédéral de transition;

iv) Reconnaître la contribution et les sacrifices faits par les pays voisins et leur demander de poursuivre leurs consultations avec la Commission et de continuer à apporter tout le soutien possible à l'AMISOM;

v) Demander au Conseil de paix et de sécurité (CPS) de réviser le mandat de l'AMISOM, en particulier en ce qui concerne son effectif autorisé, et de revoir ses moyens logistiques, afin de lui permettre d'apporter une assistance accrue au Gouvernement fédéral de transition et de faciliter l'extension de son autorité, y compris en dehors de la capitale, sur son espace aérien et ses eaux territoriales, ainsi qu'aux endroits stratégiques dont le contrôle pourrait accélérer la réalisation de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Somalie;

vi) Encourager le Gouvernement fédéral de transition à intensifier ses efforts pour promouvoir la réconciliation et un processus politique ouvert à tous. À cet égard, la session spéciale demande à toutes les parties somaliennes qui ne

se sont pas encore jointes au processus de paix de le faire immédiatement et sans préalable. À cette fin, des négociations orientées vers la recherche de résultats doivent être engagées entre le Gouvernement fédéral de transition et les groupes d'opposition armée disposés à renoncer à la violence et à rechercher des solutions pacifiques à leurs revendications;

vii) Imposer des sanctions ciblées et obligatoires à l'encontre des dirigeants et autres membres des groupes armés somaliens prenant part à des activités de déstabilisation contre le Gouvernement fédéral de transition, ainsi qu'à l'encontre d'autres acteurs engagés dans des activités criminelles qui alimentent le conflit et compromettent les efforts de paix et de réconciliation. Les individus concernés seront tenus personnellement responsables de leurs actions subversives. À cet égard, il importe de développer une collaboration étroite avec le Groupe de contrôle de l'ONU, afin que les sanctions soient mises en œuvre de manière effective;

viii) Renforcer les composantes politique et humanitaire de l'AMISOM, y compris à travers le renforcement de sa présence politique sur le terrain à Mogadiscio, aux fins de faciliter l'interaction avec toutes les parties prenantes, la fourniture de l'assistance humanitaire, la reconstruction de l'administration locale et des infrastructures, ainsi que la mise en œuvre de programmes communautaires de démobilisation, de désarmement et de réinsertion;

ix) Œuvrer au décaissement rapide des fonds promis par les pays et institutions qui ont fait des annonces de contributions lors de la Conférence de Bruxelles, afin d'éviter des retards dans la mise en œuvre d'activités essentielles, y compris l'entraînement des Forces de sécurité somaliennes;

x) Développer une collaboration et une coordination étroites entre l'Union africaine et ses partenaires, y compris l'ONU, pour la mise en œuvre rapide de sanctions contre ceux qui font obstacle à la paix et l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne et d'un blocus maritime pour empêcher l'acheminement d'armes et la fourniture d'autres formes d'appui matériel aux insurgés en Somalie, ainsi que pour assurer la protection des côtes somaliennes et lutter contre la piraterie, les déversements illicites et l'exploitation illégale des ressources marines du pays, conformément aux décisions pertinentes de l'Union africaine et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD);

xi) Organiser une conférence internationale pour examiner l'adoption d'une convention internationale sur le phénomène de la piraterie maritime et ses causes profondes, ainsi que sur la promotion d'une coopération internationale effective qui, conformément à la Convention sur le droit de la mer, garantirait la liberté de navigation maritime et préserverait le droit des États sur leurs zones économiques exclusives et leurs eaux territoriales, ainsi que celui des populations locales à jouir des ressources qu'elles recèlent;

xii) Mobiliser des ressources pour le renforcement des capacités des institutions publiques somaliennes, en utilisant les mécanismes existants.

4. Sur le Darfour (Soudan) :

i) Faire en sorte que des progrès rapides soient réalisés dans la quête de la paix, de la sécurité, de la justice et de la réconciliation au Darfour, avec pour objectif de faire significativement avancer le processus d'ici à la fin de l'année

2009, en prenant appui sur l'amélioration de la situation sécuritaire. À cet égard, la session spéciale en appelle à toutes les parties soudanaises pour qu'elles fassent preuve de la volonté politique requise et engagent le dialogue sans aucun préalable, étant entendu que des sanctions ciblées pourraient être imposées aux parties qui refuseraient de participer aux négociations ou en rejetteraient les résultats;

ii) Engagement des parties soudanaises à observer un cessez-le-feu immédiat, en vue de créer les conditions propices à l'aboutissement du processus politique, et soutien aux efforts en cours visant à unifier les groupes armés, afin de faciliter les négociations, conformément au programme de travail du médiateur conjoint Union africaine/ONU;

iii) Demander aux parties soudanaises et à la communauté internationale d'apporter leur pleine coopération à la mise en œuvre du rapport du Groupe de haut niveau de l'Union africaine sur le Darfour (GUAD), dont les recommandations devraient fournir une feuille de route précise sur les meilleures voies et moyens de parvenir à la paix, à la justice, à la réconciliation et à l'apaisement au Darfour, contribuant ainsi à l'objectif global d'une paix et d'une stabilité durables dans l'ensemble du Soudan;

iv) Engagement des États membres de l'Union africaine qui ont annoncé des contributions en troupes et en personnels de police pour l'Opération hybride Union africaine/Nations Unies (MINUAD) à assurer leur déploiement rapide, de manière à faciliter le déploiement intégral de la Mission d'ici à la fin de l'année en cours, et demander aux partenaires internationaux de fournir les équipements nécessaires aux pays africains fournisseurs de troupes et les multiplicateurs de force requis à la MINUAD;

v) Demander au Gouvernement soudanais de continuer à prendre des mesures concrètes pour enquêter sur les violations des droits de l'homme au Darfour et de traduire leurs auteurs en justice;

vi) Réitérer la position antérieure de l'Union africaine relative à la décision de ses États membres de ne pas apporter leur coopération en vue de l'arrestation et du transfert du Président Omar Hassan Al Bashir, à la suite du mandat d'arrêt délivré par la Cour pénale internationale;

vii) Exhorter la communauté internationale à passer de l'assistance humanitaire d'urgence à l'appui au développement, afin de faciliter le retour et la réinstallation des réfugiés et des personnes déplacées;

viii) Mettre en place un mécanisme flexible et efficace pour suivre la mise en œuvre des mesures susmentionnées et renforcer le rôle de l'Afrique dans la direction stratégique du processus de paix au Darfour, et ce à la lumière des recommandations du GUAD et d'autres facteurs pertinents.

5. **Sur l'Accord de paix global :**

i) Engagement des parties à l'Accord de paix global à régler les questions pendantes dans la mise en œuvre de l'Accord, en particulier celles liées à la démarcation de la frontière entre le Nord et le Sud, à la promulgation des lois restantes sur les élections, au redéploiement intégral des forces, au désarmement des milices et à la mise en œuvre opérationnelle des Unités mixtes intégrées, ainsi qu'à œuvrer à la recherche d'un accord sur les résultats du recensement;

ii) Demander à la Commission de dépêcher, sans délai, une équipe d'évaluation préélectorale au Soudan pour rencontrer les responsables soudanais, ainsi que les autres parties prenantes impliquées dans la préparation des élections au Soudan, afin d'évaluer l'état de préparation du processus électoral soudanais et de faire le point sur l'état de mise en œuvre de l'Accord de paix global;

iii) Redynamiser les activités du Comité ministériel de l'Union africaine sur la reconstruction postconflit au Soudan et demander aux États membres d'accroître leur appui à la consolidation de la paix au Soudan. À cet égard, la session spéciale demande à la Commission d'organiser une conférence d'appui à la reconstruction postconflit au Soudan au cours du premier trimestre de l'année 2010.

6. Sur les relations entre le Tchad et le Soudan :

i) Engagement des deux pays à respecter intégralement les différents accords qu'ils ont signés en vue de la normalisation de leurs relations, en particulier en s'abstenant de fournir un quelconque appui à des groupes d'opposition armée hostiles à l'autre pays ou de les accueillir;

ii) Relancer les efforts visant à déployer une force de paix et de sécurité le long de la frontière entre le Soudan et le Tchad pour suivre la situation sur le terrain. À cet égard, la session spéciale demande aux Coprésidents (République du Congo et Libye) du Groupe de contact créé en vertu de l'Accord de Dakar du 13 mars 2008 d'assurer la reprise immédiate du travail du Groupe;

iii) Demander au Président de l'Union de poursuivre ses efforts en appui à la mise en œuvre de l'Accord de Syrte;

iv) Demander aux groupes armés concernés de s'engager dans des processus politiques visant à trouver des solutions à toute revendication qu'ils pourraient avoir, en ayant à l'esprit la nécessité de respecter l'ordre constitutionnel et la légalité. Au cas où ces groupes refuseraient de s'engager dans de tels processus, des sanctions ciblées leur seront imposées.

7. Sur la corne de l'Afrique :

Demander à la Commission, conformément aux paragraphes pertinents de la décision Assembly/AU/Dec.252 (XIII) et aux autres décisions pertinentes de l'Union africaine et de l'IGAD, en appui à l'IGAD et en collaboration avec l'ONU, la Ligue des États arabes et d'autres parties prenantes, de poursuivre les efforts de consolidation de la paix et de la réconciliation, afin de promouvoir la paix, la sécurité, la coopération et le développement dans la corne de l'Afrique. Ces efforts seront sans préjudice des droits et obligations des pays concernés de la région pour ce qui est de leurs différends bilatéraux, ainsi que des actions relevant de la compétence du Conseil de sécurité de l'ONU ou de toute autre mesure que le Conseil de sécurité pourrait prendre en réponse aux décisions pertinentes de l'Union africaine et de l'IGAD.

8. Sur la région des Grands Lacs :

i) Travailler à une mobilisation plus importante des États Membres et de la communauté internationale en vue de la mise en œuvre du Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement;

- ii) Encourager et appuyer les efforts visant à harmoniser les activités de promotion de la sécurité entreprises par les Communautés économiques régionales concernées (IGAD, Communauté de développement de l'Afrique australe, Communauté d'Afrique de l'Est, Communauté économique des États de l'Afrique centrale), ainsi que par la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL);
- iii) Accroître les efforts visant à promouvoir l'intégration économique régionale, en particulier dans le cadre de la CEPGL, ainsi qu'en appui aux projets pertinents entrepris par d'autres organisations régionales;
- iv) Mobiliser un appui plus important des États Membres en vue de la reconstruction et du développement postconflit en République démocratique du Congo (RDC) et au Burundi, et demander à la Commission d'organiser une conférence d'annonces de contributions qui permettra aux États africains de marquer leur solidarité avec ces deux pays, conformément au Cadre d'action de l'Union africaine pour la reconstruction et le développement postconflit. Cette Conférence aura pour objet la mobilisation du soutien politique, financier et technique requis pour les activités de reconstruction postconflit, y compris dans les domaines de la bonne gouvernance, de la réforme du secteur de la sécurité et du développement économique, ainsi qu'en ce qui concerne le renforcement des capacités institutionnelles;
- v) Appuyer le processus électoral au Burundi, y compris à travers le déploiement d'une mission de l'Union africaine pour observer toutes les étapes du processus électoral;
- vi) Adopter des mesures concrètes pour régler la question de l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC, en particulier par des sociétés multinationales et d'autres entités étrangères dont les activités créent les conditions de pratiques négatives, y compris l'échange de matières premières contre des armes, ce qui alimente des conflits et sape le développement à long terme de la RDC. Ces mesures pourraient inclure le lancement d'un processus similaire à celui de Kimberly pour la certification des autres minerais, ainsi que l'organisation d'une conférence regroupant les principales parties prenantes;
- vii) Demander à la Commission de prendre des mesures concrètes pour mieux appuyer les efforts déployés par les pays de la région pour régler définitivement le problème des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), y compris la mise en œuvre de mesures militaires, judiciaires et politiques appropriées et d'autres mesures pour empêcher toute propagande et autre activité que les FDLR pourraient entreprendre dans des pays tiers;
- viii) Mettre en œuvre des mesures concrètes pour mieux protéger la population civile vulnérable dans l'est de la RDC, notamment les femmes et les enfants, contre la violence perpétrée par les FDLR et d'autres groupes armés;
- ix) Redoubler d'efforts, y compris sur le plan militaire, afin de neutraliser l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) et de mettre fin à ses atrocités et activités de déstabilisation en RDC, au Sud-Soudan et en République centrafricaine;
- x) Prendre des mesures immédiates et concrètes pour appuyer la RDC dans la mise en œuvre intégrale des accords du 23 mars 2009 entre le Gouvernement de

la RDC et des groupes armés congolais, conclus avec l'assistance du mécanisme spécial de médiation créé en 2008 sous la direction des anciens Présidents Olusegun Obasanjo et Benjamin Mkapa.

9. Sur la Guinée-Bissau :

i) Assurer le déploiement rapide en Guinée-Bissau, avec l'appui de l'ONU, de l'Union européenne et d'autres partenaires de l'Union africaine, d'une mission conjointe de stabilisation, Union africaine-Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) de stabilisation, afin de consolider la paix et la stabilité, d'apporter l'appui requis au nouveau Gouvernement dans les efforts qu'il déploie pour réformer le secteur de la sécurité, dans le domaine de la reconstruction et du développement postconflit, ainsi qu'en ce qui concerne la lutte contre le trafic de drogue, et demander au CPS et à la Commission de prendre les mesures de suivi nécessaires;

ii) Demander à la Commission de finaliser ses consultations avec les autorités de la Guinée-Bissau et la CEDEAO sur les moyens de créer les conditions propices à la conduite d'une enquête crédible sur les assassinats politiques commis dans le pays en 2009, en particulier celui du Président João Bernardo de Vieira, et l'accélération du processus de création d'une commission internationale d'enquête composée de la Guinée-Bissau, de l'Union africaine, de la CEDEAO et de la Communauté des États sahélo-sahariens;

iii) Demander à la Commission de l'Union africaine et à la CEDEAO d'organiser, avant la fin de 2009, une conférence régionale sur la reconstruction postconflit, la stabilisation, la réforme du secteur de la sécurité et le trafic de drogue, en vue d'élaborer une stratégie globale et bien coordonnée sur ces questions, en ayant à l'esprit les décisions pertinentes de l'Union africaine et de la CEDEAO.

10. Sur la République de Guinée :

i) Exiger des autorités de facto qu'elles respectent pleinement leurs engagements et mettent tout en œuvre pour que les élections se tiennent aux nouvelles dates qui ont été récemment convenues, à savoir janvier 2010, pour l'élection présidentielle, et mars 2010, pour les élections législatives;

ii) Exiger de ces autorités qu'elles prennent les mesures nécessaires pour améliorer la situation sécuritaire et des droits de l'homme dans le pays et régler effectivement la question du trafic de drogue.

11. Sur Madagascar :

Demander aux parties malgaches de redoubler d'efforts pour régler les questions pendantes et restaurer la légalité à travers des élections crédibles, transparentes et régulières et, partant, permettre à leur pays de surmonter la crise actuelle, en s'appuyant sur les accords conclus par les parties malgaches à l'issue de la réunion qui s'est tenue à Maputo, du 5 au 10 août 2009, sous les auspices de l'Union africaine et avec la facilitation de la médiation internationale conjointe dirigée par l'ancien Président Joaquim Chissano, médiateur désigné par la SADC.

12. Sur la Côte d'Ivoire :

- i) Demander aux parties ivoiriennes de continuer à faire preuve de la volonté politique requise, afin de créer une atmosphère favorable à la tenue de l'élection présidentielle, ainsi qu'à l'élimination des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'Accord politique de Ouagadougou;
- ii) Encourager la communauté internationale, y compris les États membres de l'Union africaine, à mobiliser les ressources financières nécessaires, en particulier pour la démobilisation et la réhabilitation des ex-combattants et des milices.

13. Sur le Libéria :

Réitérer l'appui de l'Union africaine aux efforts en cours visant à consolider la paix et à faciliter la reconstruction postconflit au Libéria, et appeler à des efforts accrus de la part des États membres et de la communauté internationale dans son ensemble à cette fin.

14. Sur la République centrafricaine :

Appeler à un appui continu et accru de la communauté internationale aux efforts de consolidation de la paix en République centrafricaine (RCA), en reconnaissant la contribution des pays de la région à cette fin. La session spéciale appelle, en outre, les partenaires à honorer les annonces de contributions qu'ils ont déjà faites en faveur de la RCA.

15. Sur les Comores :

Réaffirmer l'unité et l'intégrité territoriale des Comores, conformément aux décisions pertinentes de l'Organisation de l'unité africaine/Union africaine sur l'île comorienne de Mayotte. La session spéciale appelle à la relance du Comité des Sept sur Mayotte, qui devra se réunir en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. De manière générale, la session spéciale réaffirme que l'intégrité territoriale de l'Afrique ne peut être juridiquement affectée par des référendums organisés par des puissances étrangères sur un territoire africain.

16. Sur le Sahara occidental :

Appuyer les efforts en cours à l'ONU visant à surmonter l'impasse actuelle, ainsi que les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU, qui appellent à des négociations directes entre les deux parties sans conditions préalables et de bonne foi, en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, qui permettra l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, dans le cadre d'arrangements conformes aux principes et objectifs de la Charte des Nations Unies. À cette fin, la session spéciale appelle à l'intensification des efforts en vue de la tenue d'un référendum pour permettre au peuple du territoire de choisir entre l'option de l'indépendance et celle de l'intégration dans le Royaume du Maroc.